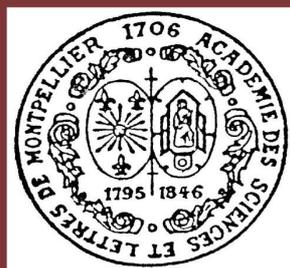


UN PREFET DE LA REPUBLIQUE MONTPELLIERAIN EN TERRE AVEYRONNAISE

Par

Paul Bernard



**ACADEMIE DES
SCIENCES ET LETTRES DE MONTPELLIER**

2007

Site WEB: <http://www.biu-montpellier.fr/academie>

Séance du 04/06/2007, Bulletin n°38, pp. 163-178(édition 2008)

Une carrière préfectorale est comparable à un pèlerinage républicain, rythmé par diverses affectations aux quatre coins de France. Pour ma part, j'ai eu l'honneur de partager la vie des catalans, des Bretons, des Corses, des Champenois, des gens de Loire, du Rhône, et des Alpes. Mais le séjour aveyronnais, auprès des descendants de la tribu gauloise des Ruthènes, fut une étape marquante dans ce parcours, pour des raisons évidentes : d'abord la première préfecture, (surtout celle qui avait été affectée à Jean Moulin), est toujours un grand moment dans la vie d'un serviteur de l'Etat. De plus mon attachement à la terre rouergate était inspiré par mes origines ancestrales, inscrites, au niveau de mes grands-parents, à Sainte Eulalie de Cernon. Enfin ma mission, plutôt longue, de quatre ans (1977- 1981) se situait à un moment sensible et stratégique à maints égards : à la veille de l'importante alternance politique de 1981, étant encore en charge de l'exécutif départemental juste avant la décentralisation, et à l'heure du désenclavement et de l'insertion de l'Aveyron dans la société moderne.

En cette période critique, d'importants défis devaient être relevés : l'extension du camp militaire du Larzac, la crise industrielle du bassin de Decazeville, la mutation de l'agriculture, entre autres.

Dans la lignée des Intendants de l'Ancien Régime, les préfets, envoyés en mission sur le territoire, au nom de la nation, ont pour mission de représenter l'État et le gouvernement, en vivant au milieu de la population dont ils partagent les épreuves, les efforts et les espérances. Le préfet a pour mission de veiller à l'ordre public et au respect des lois, à la protection des citoyens, et à l'intérêt national.

C'est dans cet esprit que, venant de Lorient, ancien siège de la Compagnie des Indes,, je suis allé à la rencontre de cette Bretagne du Sud, dont les habitants partagent avec les Bretons, non seulement la situation d'enclavement, mais surtout des valeurs humaines remarquables et valables pour tous les temps.

A travers mes impressions,mes souvenirs,mes amitiés, je voudrais évoquer ,successivement cette terre de caractère, l'action déployée face aux défis d'une actualité chargée et les vrais enjeux de l'avenir.

UNE ANCIENNE ET AUTHENTIQUE TERRE DE FRANCE

Quiconque vient vivre en Aveyron ne peut qu'être très vite impressionné par l'originalité de ce département, enraciné dans la France profonde, je dirai même dans la France charnelle.

C'est un terroir exceptionnel

Le visage de l'Aveyron est marqué par une géographie plutôt rude, par l'histoire de France, par l'habitat.

Déjà, quand il fut nommé à la tête de ce nouveau département, en 1813, le préfet napoléonien Trémont trouvait que cette province d'Ancien Régime était « une espèce d'isle au milieu de l'Empire ».

Ce pays de montagne, aux 1000 vallées, est largement diversifié aussi bien par le climat que par le relief. Quel contraste entre les plateaux à 1000 mètres d'altitude de l'Aubrac, du Larzac, du Lévezou, et les belles gorges de la Dourbie, du Tarn, de la Jonte, ou les Rougiers des charmants Dourdou. Pour aller du nord au sud, de Mur-de-Barrez proche de l'Auvergne jusqu'au Millau méditerranéen il fallait compter quatre heures de route et autant d'Est en Ouest vers Villefranche de Rouergue. Mes premières visites de terrain m'ont appris qu'il n'y avait pas deux cents mètres de route droite et que le seul risque d'excès de vitesse était repérable par la gendarmerie sur les quelques kilomètres d'autoroute réalisés sur le plateau du Larzac.

L'habitant de cette terre ne peut qu'être influencé par une telle nature aussi noble que contraignante.

L'histoire a forgé la personnalité de ce pays. Les statues - menhirs de Saint Sernin sur Rance, présentées au musée Fenaille, attestent d'un peuplement très ancien, remontant à 5000 ans.

La province rebelle à l'égard du pouvoir central n'a pas été démantelée par les révolutionnaires. Le Rouergue est devenu un département, le cinquième plus étendu de France, et il est resté en réalité une véritable région, malgré le tropisme des axes centrifuges vers le Massif central, vers Toulouse, vers Montpellier.

Ce pays de passage, d'invasion, de commerce, porte les traces des Templiers dans les anciennes commanderies de Sainte Eulalie de Cernon et de la Couvertorade, celles des pèlerins de Compostelle dans la noble basilique de Conques et dans la fière cathédrale de Rodez.

La puissante démographie aveyronnaise a été réduite par la saignée de la Grande guerre .Quant à la deuxième guerre mondiale, elle a laissé l'horrible blessure des martyrs de la barbarie nazie dont les noms sont inscrits sur les plaques commémoratives de Nant et de Sainte Radegonde.

L'oeuvre des hommes a ensuite illustré cette noblesse de la nature et de l'histoire par une activité agricole dynamique, particulièrement l'élevage laitier qui, on le sait, empêche l'agriculteur de prendre le moindre congé.

L'habitat dans le plus modeste village est d'une beauté architecturale qui force l'émotion esthétique. Oui on peut dire en Aveyron « dis-moi où et comment tu habites et je te dirai qui tu es ».

L'essentiel, c'est la richesse humaine (sans oublier les fortes femmes d'agriculteurs).

Les Aveyronnais, sincères et naturels, sont remarquables par des traits de caractère traduisant leur appartenance à une réelle civilisation humaniste. On les reconnaît à leur accent rocailleux, mais surtout à l'authenticité de leur personnalité. Certes ils sont de moins en moins nombreux par suite de la mutation agricole et de l'exode rural. Mais ils compensent le moindre nombre par la rage de travailler, par l'effort de productivité et par le sens de la valeur ajoutée. Leur slogan dans les années 75-80 était : « plus un actif à perdre ».

Cette région a été entraînée par de fortes et exceptionnelles personnalités qui dans tous les domaines ont tiré la société vers le haut et l'économie sur la voie du progrès, en créant ou animant des organisations économiques performantes.

J'ai plaisir à citer des hommes politiques qui m'ont aidé dans ma tâche : le président Bonnefous, ancien président du conseil général, le maire de Rodez Roland Boscardy-Monsservin, Robert Fabre (qui m'a permis d'annoncer en primeur au gouvernement la rupture de l'union de la gauche), Jean Puech (le jeune président du conseil général avec qui nous formions une équipe confiante de jeunes responsables), Jean Briane (respectueux du non-cumul des mandats), Manuel Diaz et Jacques Godfrain (maires de Millau courageux face aux crises millavoises).

À l'égard des responsables agricoles, j'éprouve un sentiment d'admiration pour leur compétence reconnue au plan national et un devoir de reconnaissance pour leur soutien compréhensif et courageux, notamment à propos du Larzac. A quelques-uns ils tenaient les plus hautes responsabilités nationales : Marcel Bruel (président de la Sica Centre-Sud pour la viande), Raymond Lacombe (devenu président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), André Laur (président national de la Mutualité sociale agricole), Michel Fau (président du Centre national des jeunes agriculteurs), André Cazal (président de la chambre d'agriculture), Singla (président de la RAGT pour les semences), Valadier (dirigeant des coopératives laitières du Nord Aveyron), Chégut directeur du crédit agricole. Pour la plupart ils avaient été formés à l'excellente école de la jeunesse agricole chrétienne. Ils ont démontré des qualités exceptionnelles de grands responsables, volontiers rebelles, aussi rudes combattants que loyaux partenaires et sachant s'imposer sur le plan national et européen.

Sur le terrain syndical, je me plais à rappeler l'amitié née dans le combat social et économique avec Jean-Louis Chauzy, responsable départemental du syndicat CFDT. Ensemble nous avons contribué à faire la paix sociale à Decazeville en mettant en place le premier comité de bassin d'emploi en France. De même je conserve le souvenir ému de la remise par le délégué CGT de Decazeville d'une lampe de mineur (qui m'a accompagné dans tous mes postes comme un porte-bonheur), malgré nos fortes tensions dans les manifestations troublant l'ordre public.

En fait ces hommes de caractère, exigeants, ne savaient ni plier ni se coucher. Ils avaient la tripe républicaine et le coeur sur la main.

Tout au long de mes péripéties préfectorales, j'ai recherché, sans toujours la retrouver, cette qualité de relation qui fait l'honneur des partenaires républicains et contribue à la paix civile. J'aurais bien aimé les retrouver en Corse.

Je ne puis non plus oublier l'ardente et valeureuse cohorte des maires des quelques 300 communes que j'ai visitées une à une. Ils furent mes interlocuteurs et mes amis dans les circonstances les plus difficiles. Notre dialogue a toujours été déterminant pour trouver les issues raisonnables.

Cette terre Rouergate est une réserve de valeurs humaines, civiques et morales

Les comportements et les mentalités de ces responsables étaient l'illustration d'une population saine à tous points de vue et qui rappelle le fond de l'âme du peuple français.

Si on voulait faire le portrait de l'aveyronnais, certes plus ou moins fidèle à la réalité tellement changeante de nos jours, je citerai, sans chercher à plaire, quelques qualités extraites de témoignages vécus.

D'abord la franchise du montagnard, du paysan (comparable à celle du marin breton ou du savoyard) qui s'exprime avec rudesse, sans hypocrisie ni esbroufe, sans manoeuvre oratoire ni double langage, et dont la parole donnée est respectée à condition que la réciprocité existe également.

L'honnêteté se traduit par l'acharnement au travail et par une modestie naturelle qui conduit à l'esprit d'économie, et même d'austérité, parce qu'on connaît le prix de l'effort. Des exemples me reviennent en mémoire.

Lors de la visite officielle de Valéry Giscard d'Estaing, président de la république, j'avais proposé de réhabiliter et de repeindre la cage d'escalier de l'hôtel préfectoral plutôt dégradé en raison de l'absence de traitement depuis 25 ans. Le président de la commission départementale, après notre visite des lieux, m'a répondu : « Il vaut mieux ne rien faire car le président croirait que nous sommes riches ».

De même j'avais entrepris de restaurer la salle des délibérations du conseil général, non pas pour la moderniser, mais pour améliorer le confort des sièges des volumineux conseillers généraux de la montagne. La réponse fut la suivante dans le louable souci des contribuables : « pour 15 jours par an de séance, c'est bien suffisant et cela permet de ne pas prolonger les sessions ».

Alors que les conseillers généraux de France se concurrencent pour effectuer des voyages dits d'études dans les plus lointains pays du monde, le conseil général de l'Aveyron se contentait de faire son voyage annuel en visitant trois cantons, au cours d'une journée, charmante par l'amitié mais redoutable par les multiples haltes permettant d'apprécier la charcuterie et la fouace du pays, arrosées d'un chaleureux Marcillac.

Une saine ambition, fondée sur la volonté de réussir et sur le mérite, caractérise tout aveyronnais qui quitte sa terre natale pour aller conquérir une place ailleurs et notamment à Paris. Il ne partait pas à l'aventure mais pour être le meilleur. Ainsi il ne se contentait pas d'être un modeste restaurateur, même s'il avait commencé comme porteur d'eau, il devenait le patron du restaurant LIPP ou bien aujourd'hui il succède à son père le célèbre Bras pour confirmer la vocation familiale à l'être le champion de la gastronomie à LAGUIOLE et dans le monde. De même si un prêtre montait à Paris, une paroisse ne lui suffisait pas : il devenait

archevêque de Paris, comme Mgr Affre, Mgr Verdier et Mgr Marty avec qui j'ai eu la joie de me concerter et qui m'a fait bénéficiaire de son grand bon sens et de sa sagesse.

Le sens des plus hautes valeurs de la République, en particulier la recherche du bien commun, est une chose naturelle en Aveyron. L'amour de son village où l'on revient vivre dans sa petite patrie, et l'amour de la France, la grande patrie, m'ont révélé un esprit civique qui m'a aidé dans ma mission d'Etat.

La dimension humaine transparaît dans le comportement, dans le langage, dans le contact. L'accueil spontané et chaleureux, l'esprit de famille, la convivialité font le charme des habitants de ce pays.

En Aveyron on aime manger et on aime bien manger. Ainsi le premier jour de ma prise de fonction à Rodez, j'ai été invité spontanément, presque fraternellement, avec ma femme et mes enfants, à m'asseoir à une table populaire dressée sur la place du Bourg à côté de la préfecture.

Chaque année, ou tous les deux ans, un banquet de grande classe réunissait les personnalités du département, invitées à déguster et à juger la qualité comparative des cinq grands chefs, chargés chacun d'un plat dans lequel il mettait tout son génie culinaire. À la fin l'ordre de la Padène (c'est à dire de la poêle) était remis à quelques personnalités, dont le préfet.

Ces pays où l'on aime manger sont rassurants. Ainsi j'étais préoccupé par la séquestration du directeur de l'usine Bosch à Rodez. Dans la soirée les « renseignements généraux » m'ont apaisé en précisant que les grévistes installés devant l'usine ne tarderaient pas à lever le siège et à rentrer chez eux après 20 heures, car ils avaient appris que le directeur avait pu être ravitaillé et que eux-mêmes ne pouvaient supporter de faire sauter un repas. L'arrivée attendue et presque souhaitée de deux policiers a suffi pour faire lever le piquet de grève. J'ai appris ainsi qu'en Aveyron on fait la révolution entre deux repas mais pas au-delà.

La vie en société ne va pas sans humour. Les populations paisibles savent traiter avec ironie les problèmes les plus sérieux.

Ainsi je n'oublierai pas cette scène de grande intelligence politique au cours de laquelle le maire Boscary-Monsservin, qui fêtait son jubilé de 50 ans de mandat, préparant sa fin politique inévitable, s'amusait à provoquer les jeunes politiques qui ne manquaient ni de talent ni d'ambition pour lui succéder. On a pu croire ce jour-là, dans l'hôtel de ville de Rodez, que le personnage allait étonner l'auditoire en faisant connaître le choix de son successeur. J'ai encore le souvenir de ses propos dans ma mémoire : « Lorsque je pense à Bonaparte au pont d'Arcole, à l'âge de 25 ans, futur jeune premier consul, je me dis qu'il est temps de laisser la place à la génération montante ». Des sourires intéressés apparurent sur de nombreux visages dans la salle. Il reprit aussitôt : « Toutefois, lorsque j'évoque le destin de Michel-Ange en train de peindre la chapelle Sixtine à l'âge de 90 ans, je me dis qu'il me reste peut-être quelque devoir à accomplir ».

Cette description, inspirée par le cœur et l'amitié, ne peut toutefois occulter la raison d'État qui met le préfet aux prises avec la dureté des luttes inhérentes à notre société gauloise. Certes les qualités aveyronnaises expriment l'âme d'une population mais la pollution ne concerne pas que l'environnement. Notre société connaît aussi une grave dégradation des comportements qui nous incitent trop souvent au culte des fausses valeurs.

Face aux défis, aux événements, aux évolutions, le préfet est tenu d'agir, même s'il se sent seul souvent, en confiance mais sans laxisme, tout au long de journées chargées d'épreuves, distillées par une actualité agressive.

Il sait qu'il ne sera pas toujours compris, qu'il sera contesté ou critiqué, souvent même peu soutenu par le gouvernement qui veut des solutions, et non des questions, et qui est toujours prêt à le remplacer. Également le préfet est sans cesse plus ou moins bien jugé par la presse, par les élus, par les parlementaires qui se font parfois valoir en obtenant son changement, et par le gouvernement et ses faux amis des cabinets ministériels intéressés à prendre sa place. De nos jours également les préfets sont soumis au contrôle des juges, du juge administratif comme du juge judiciaire.

Le préfet n'est jamais tranquille car il doit agir, sans chercher à plaire. Il a pour lui le respect de la loi, la confiance du gouvernement et surtout sa propre conscience. Mais il n'est pas un robot et il apprécie la droiture et la chaleur humaine de ses administrés. Ainsi dans tous les postes je me suis appuyé sur les maires et sur des citoyens désintéressés et honnêtes.

L'ACTION

Le préfet est un acteur agissant dans la pâte humaine, en vue de concourir à la paix civile et à l'harmonie dans la société.

À l'époque où j'étais préfet de l'Aveyron, avant la décentralisation de 1982, j'ajoutais à ma fonction d'État celle de l'exécutif du département que je représentais avec le président du conseil général. En fait je préparais les dossiers des décisions à soumettre au conseil général, après de longues concertations avec les conseillers généraux, excluant tout arrangement douteux ou suspect. L'assemblée départementale ensuite délibérait librement sous la présidence de son président. Je répondais aux questions et après la délibération, j'exécutais fidèlement les décisions de l'assemblée avec le moyen de l'administration de l'État.

Si la décision répondait au vœu des conseillers généraux et paraissait gratifiante, c'était au bénéfice des élus. Si le projet était rejeté, c'était en raison de l'exigence du préfet. Voilà pourquoi le système fort économe des crédits publics et très performant (puisque le préfet a été remplacé par un président et 10 vice-présidents) ne pouvait pas durer psychologiquement parce qu'il était porteur de frustration politique, de moins en moins bien acceptée.

Ce dispositif présentait par ailleurs l'avantage de réaliser la cohérence et la synergie entre l'intérêt national et les intérêts locaux, en la personne du préfet.

Ce métier délicat, parce qu'il exigeait loyauté et efficacité, j'ai eu l'honneur et le plaisir de l'exercer comme jeune préfet en équipe confiante et amicale avec un tout jeune président du conseil général, Jean Puech, appelé lui-même à un brillant parcours politique de parlementaire et de ministre, dans la prestigieuse lignée de ses prédécesseurs (Bonnefous et plus lointainement Ramadier).

Pendant quatre ans nous avons travaillé dans la clarté et dans la saine émulation de nos fonctions respectives. Le budget exigeait beaucoup d'attention, en particulier en faveur de l'emploi qui était déjà en crise, de l'aide sociale ou des finances locales. Ce budget a pu être voté à l'unanimité pendant cinq exercices, malgré les divergences politiques avec le gouvernement à propos du Larzac et de Decazeville.

Ma fonction impliquait, déjà et de plus en plus, une exigence de dialogue républicain qui s'est révélé indispensable car l'épreuve de la mutation de ce département ne m'a pas ménagé. L'art et la manière d'exercer la responsabilité, c'est la pratique du dialogue qui repose sur l'écoute, la consultation, la concertation. Un tel échange doit désormais accompagner

l'autorité responsable, sans exonérer pour autant celle-ci de la prise de décision, même et surtout s'il faut aller à contre-courant de l'opinion.

Dans cet esprit, je tiens à souligner l'excellence des relations entretenues avec les maires des communes quelle que soit leur taille et quel que soit leur engagement politique, et fondées sur la confiance et un langage de vérité. Préfet et maires forment l'axe républicain qui permet le règlement des plus grandes difficultés dans notre pays.

J'ai eu à cœur, en Aveyron, comme dans tous mes postes (en particulier en Corse et à Lyon en ce qui concerne les banlieues), de m'appuyer sur les maires de toutes tendances, de leur confier mes préoccupations et de leur demander leur avis et leur soutien.

Certaines circonstances me reviennent en mémoire. Ainsi j'ai choisi la réunion annuelle de l'association des maires du département pour faire part de mes décisions. En particulier quelques semaines après mon installation, contrairement à mes prédécesseurs, j'ai annoncé le processus et le calendrier de l'extension du camp militaire du Larzac, devant les 300 maires aveyronnais.

Une autre fois, j'ai surpris le maire de Decazeville, le Dr Delpech, communiste, en lui téléphonant un soir à propos de la séquestration d'un directeur d'usine. Je me suis adressé à lui, non pas comme un élu politique, mais en sa qualité d'agent de l'État, chargé de l'ordre public, sous l'autorité du préfet. Tenu de mettre un terme à cette situation illégale et n'ayant pas réussi dans ma négociation avec les syndicats, je lui ai donné l'ordre d'utiliser l'escadron de gendarmerie que je plaçais à sa disposition à l'entrée de la ville en vue de libérer le malheureux directeur. Bien entendu, d'abord abasourdi par ma proposition, il m'a assuré qu'il acceptait de se charger de cette opération de libération mais avec ses propres moyens qui s'avèrent aussi efficaces que l'intervention des forces de l'ordre.

Les visites des cantons et des 300 communes ont constitué un rite très apprécié pour étayer et concrétiser nos volontés de travail en commun. Sur un rythme soutenu d'une à deux visites par semaine, le jeu des questions et réponses a permis de situer les solutions pratiques souhaitées par les maires pour leurs problèmes quotidiens concrets. Accompagné par le président Puech, j'ai sillonné tout le département dans un climat convivial et très constructif.

J'ai le souvenir d'un grand nombre de visites de communes qui m'ont toujours impressionné. Ainsi à Campuac, j'ai été accueilli à l'entrée par un personnage qui s'est présenté comme étant le plus haut placé de la commune, puisqu'il m'a avoué que son métier de couvreur le conduisait à passer ses journées sur le toit des maisons. Le maire très dynamique m'a présenté le travail de cette commune exemplaire, parce que toutes les tâches collectives étaient partagées comme dans une famille unie. Ainsi il n'y avait pas de budget des routes puisque, selon le système des corvées du Moyen Âge, chaque propriétaire contribuable apportait sa part en nature en réalisant le travail avec ses propres moyens.

À Brusque, le maire est devenu par la suite un ami et un complice puisqu'il m'a appelé à travailler avec lui au groupe Languedoc Mutualité à Montpellier, M. André Bernat (qui compte aujourd'hui 40 ans de mandat municipal) m'a surpris par le nombre de projets ambitieux de sa commune, notamment un village de vacances et des ateliers de travail qui montrent aujourd'hui que la réussite sourit aux plus audacieux.

A Najac, M. Bouyssières m'a fort étonné en nous révélant l'existence d'un service de transport direct par la SNCF reliant Najac à ...Amsterdam !, pour garantir le succès et le remplissage de son village de vacances.

A Arnac sur Dourdou, la plus petite commune située à l'extrémité du sud Aveyron, j'ai eu la surprise d'apprendre du maire que j'étais le deuxième préfet à visiter sa commune après le préfet des Gaules... Jules César.

En définitive, je peux dire que j'ai tout appris au cours mes rencontres et de mes échanges auprès des élus, des habitants, des différents responsables, qui ont fait mon éducation dans plusieurs domaines. Au long de ma carrière, j'ai assimilé des vérités premières exprimées par des êtres simples et vrais, en situation locale, dépolitisés, humains, ayant des convictions et disposés à contribuer à l'intérêt général. Je considère que de tels vrais républicains sont les meilleurs maîtres pour les citoyens. Leur attitude vaut tous les discours publics et les gesticulations médiatiques.

Le choc des évènements difficiles à gérer a animé en permanence ma vie préfectorale et j'ai pu apprécier de réagir, non pas seul, mais avec l'appui confiant de mes partenaires

les crises nées de troubles à l'ordre public sont des épreuves toujours délicates pour les préfets. Un département pacifique comme l'Aveyron n'est pas à l'abri des accès de fièvre. À Rodez, les syndicats du bassin de Decazeville avaient l'habitude de débouler en quelques minutes sur la préfecture dès qu'une mauvaise nouvelle sur l'emploi était annoncée. Averti à la dernière minute, j'ai pu éviter une occupation, grâce à l'initiative du stagiaire de l'École nationale d'administration qui a pu verrouiller la porte au bon moment. En effet à Rodez, le préfet ne dispose que de quelques policiers et la protection était quasi nulle pendant la nuit. Lorsque les agriculteurs avaient l'idée d'organiser des manifestations et des feux de camp devant la préfecture à trois heures du matin, l'appel aux gendarmes exigeait de trop longs délais. Alors quelquefois, alerté dans mon sommeil par des bruits suspects, je n'avais pour seule ressource que de mobiliser ma femme et tous les deux nous allions d'une fenêtre à l'autre pour monter les rideaux métalliques de protection.

La visite présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing fut une autre épreuve que l'on ne peut pas oublier, car le préfet, responsable de tout ce qui ne va pas, met en jeu la poursuite de sa carrière en cas d'accident ou de négligence. J'ai vécu trois mauvais moments dans cette longue journée.

J'avais d'abord prêté une très grande attention au plan de table du grand repas républicain réunissant tous les maires et les responsables politiques, économiques, sociaux du département. J'avais dû m'imposer auprès du cabinet du président pour placer autour de lui et à la table d'honneur des élus de toutes tendances et bien sûr des élus d'opposition, ce qui ne plaisait pas à l'entourage présidentiel. Or c'était pour moi l'issue d'une longue négociation pour éviter que les socialistes et les communistes ne persistent dans leur refus de participer à ce repas, dont je voulais afficher le caractère pleinement national, républicain et oecuménique.

Ce préalable fut réglé grâce à des titres objectifs justifiant la présence, auprès du président, du maire communiste de Decazeville, du doyen de mandat socialiste du conseil général, d'un jeune agriculteur, du doyen des maires etc.

Ensuite j'ai eu la déconvenue de constater en début de repas que les élus opposants au Larzac avaient retourné leur assiette et, ayant croisé les bras, s'abstenaient de manger, face à un ministre ou un membre de cabinet du président.

Enfin la troisième déception fut le trouble à l'ordre public survenu lors de la rencontre historique à l'hôtel de ville de Villefranche de Rouergue entre le président Giscard d'Estaing et Robert Fabre qui se ralliait à la majorité. Le président qui ne pensait qu'à son bain de foule et à la visite de la cathédrale en a été empêché par les désordres de la rue qui se déroulaient en centre-ville entre gendarmes et sidérurgistes, ces derniers, étant passés par les égouts, avaient déjoué la vigilance du service d'ordre. J'ai dû expliquer au président ce qu'il n'aimait pas savoir...

L'épreuve de la mutation

Le département a dû surmonter une série de défis qui ont mobilisé le préfet. Le problème était de faire admettre des décisions gouvernementales (l'extension du camp du Larzac) ou des adaptations douloureuses (le bassin de Decazeville) ou des évolutions agricoles d'exigence européenne. J'ai dû œuvrer pour désamorcer les trois crises profondes qui menaçaient de détériorer l'harmonie du département. Sur ces trois terrains j'ai apprécié l'esprit de responsabilité de mes amis aveyronnais car il a fallu aider le département à traverser ces crises sans compromettre la cohésion civique..

L'extension du camp du Larzac s'est heurtée à une vaste manœuvre idéologique de dimension nationale, comparable à l'opposition au nucléaire qui sévissait en même temps en France.

J'ai vécu ce drame national pendant quatre pleines années, en y consacrant mes journées, dans le souci d'éclairer, d'apaiser et de réconcilier autour d'un intérêt national, celui de la défense du pays. J'ai voulu que nous puissions traverser cette épreuve nationale, non pas comme un diktat du gouvernement mais dans l'esprit d'une communauté civique qui accepte de comprendre l'intérêt du pays et d'engager sa responsabilité.

Le point de départ a tenu à une maladresse, trop souvent habituelle, d'un parti politique qui, à tort, accapare le pouvoir et s'identifie à la nation. Lors d'un congrès à Millau du parti gouvernemental, l'UDR, un secrétaire d'État à la défense crût opportun d'annoncer aux aveyronnais que leur bonheur allait venir de l'extension du camp militaire du Larzac dont la décision venait d'être prise. Ce fut le feu aux poudres. La voix de la concertation étant fermée, il ne restait plus que celle de l'expropriation, alors que des accords amiables auraient pu être négociés entre partenaires aveyronnais. Ce département rebelle s'est alors dressé à l'unanimité contre cette absence de dialogue. Le blocage initial fut ensuite encouragé par les tergiversations des gouvernements craintifs qui se contentaient de changer le préfet tous les ans, depuis 1971, après quelques mois de fonction, dès qu'il s'agissait d'accomplir un acte de procédure d'expropriation.

Ayant obtenu à ma demande l'assurance que le camp était bien nécessaire à la défense et que j'étais personnellement en charge du dossier, j'ai entrepris une longue négociation tout au long de quatre ans. L'appel lancé par la nation se heurtait à de réels obstacles. D'un côté l'idéologie politique des « paysans du Larzac », soutenus par la pression médiatique, entretenait la pensée unique de l'antimilitarisme, masquée derrière l'hypocrite non-violence. De l'autre côté l'état-major des armées constituait un État dans l'État et contestait ou suspectait l'action négociatrice du préfet. J'étais ainsi appelé à participer au cabinet du ministre à Paris à une réunion mensuelle en présence ou plutôt en face de deux ou trois généraux et d'une quinzaine de colonels qui s'employaient à contrarier mes propositions amiables et constructives. Ainsi chaque jour, sur le plateau, les escarmouches et les provocations entre la bande à Bové et les convois militaires nourrissaient la piètre chronique du conflit.

Pour ma part, patiemment et avec détermination, j'ai proclamé sans cesse ma démarche consistant à rendre compatible l'extension du camp et le développement de l'agriculture (au-delà des 15 paysans opposants, 100 agriculteurs auraient pu s'installer) et de la ville de Millau (routes, usine de traitement de déchets, hôpital). En multipliant les réunions avec les responsables politiques et économiques nous avançons sur la voie de la compréhension et de la modification du régime d'utilisation militaire, rendu compatible avec l'activité agricole.

Un retournement de l'opinion aveyronnaise et des responsables s'est alors opéré dans un mouvement unanime contraire à celui du début du conflit. Un compromis acceptable par

les gens raisonnables, mais contesté à la fois par les opposants et par l'état-major, a pu aboutir au terme d'une concertation démocratique, à un accord unanime prenant acte de l'extension du camp et de ses compensations. Il fut signé par tous les représentants politiques, (élus de droite et de gauche), par les organisations agricoles (des présidents courageux et loyaux), par les forces économiques et sociales. Cet accord a donné lieu à une signature officielle à Paris dans le bureau du ministre de la défense, M. Robert Galley, et a été confirmé le lendemain par un vote unanime du conseil général à Rodez, obtenu, à ma demande, à main levée, face à la tribune du public, occupée par les opposants irréductibles qui ont pu assister à cet acte exemplaire de la démocratie. C'était en février 1981, trois mois avant l'alternance électorale.

Ce dossier diabolique, qui m'a passionné et torturé, fut marqué, en dehors des grands rassemblements de 50 000 manifestants sur le plateau, par trois événements ou malédictions.

À la veille d'aboutir sur le terrain à la conclusion d'une longue guerre contentieuse, j'eus la douloureuse surprise d'apprendre que la cour de cassation venait de décider d'annuler toute la procédure d'expropriation qui s'écroulait comme un château de cartes, au motif que une pièce administrative n'avait pas été transmise au sous-préfet de Millau. Réagissant sur l'heure, nous avons pu remonter en six mois toute la régularité du dispositif juridique.

En décembre 1980, la mort soudaine du ministre de la défense M. Joël Le Theule, qui s'apprêtait à signer l'accord définitif a entraîné le report sine die de la réunion finale qui était programmée au ministère pour le 18 décembre 1980.

Le dernier événement fut particulièrement troublant. Le six juin 1981, une décision discrétionnaire du nouveau gouvernement de François Mitterrand mettait un terme à l'extension du camp militaire. La pression politique d'une dizaine de militants, engagés de fraîche date sur cette terre ancestrale du millénaire Rouergue, avait suffi pour désavouer la position unanime des élus de la nation.

Pour la première fois (mais j'ai eu d'autres occasions), j'ai constaté que l'État pouvait reculer en cédant sur un intérêt national. Pour ma part j'ai aussitôt proposé ma démission et le même journal officiel qui officialisait la fin de l'extension du camp me nommait dans la Sarthe, d'où je devais quelques mois après être affecté à la préfecture de la région de Corse. C'est la noblesse du corps préfectoral de rester éloigné de toute soumission politique et de voir parfois reconnaître la valeur de sa mission. J'ai été réconforté de constater que mon travail avait été reconnu comme ayant servi la République.

Le deuxième dossier très sensible, la crise du bassin de Decazeville, imposait son urgence, en concomitance avec celle du Larzac.

Il s'agissait de faire comprendre la nécessité d'adapter l'économie locale au marché national et international de l'industrie métallurgique. Déjà la fermeture des mines de charbon avait provoqué la colère des mineurs-paysans et la soudaine menace de fermeture de l'aciérie et de la fonderie avait chauffé à blanc l'opinion locale et tout l'Aveyron.

La concertation fut difficile, car les activités de remplacement sous forme d'ateliers industriels présentaient des signes de fragilité. La population du bassin était secouée par la tristesse et la colère devant l'effondrement de leurs bases de vie et d'avenir. Il fallait faire admettre que l'État ne pouvait plus accepter que les subventions soient égales au montant des salaires versés. Entre le premier ministre Raymond Barre qui exigeait les fermetures et les élus aveyronnais qui s'y opposaient, je devais tenter de gagner un peu de temps pour permettre l'accueil d'activités de substitution. Le voyage officiel du président Giscard d'Estaing m'a permis de différer de quelques mois des décisions dramatiques et l'explosion sociale tant redoutée.

Grâce à la concertation permanente, dans un climat de franchise et de confiance, la violence du climat social a pu être enrayerée. Un comité de bassin d'emploi a préservé le

dialogue. Ma satisfaction a été réelle lorsque une fois la crise ouverte surmontée, j'ai pu renouer les contacts avec le bassin. J'en ai toutefois retiré un sentiment de déception et de doute sur la capacité des pouvoirs publics à conduire, dans une économie changeante, des politiques de conversion aussi bien industrielles qu'agricoles.

L'agriculture, principale activité de l'Aveyron, était mise en cause au rythme des marathons de Bruxelles et de l'évolution des prix agricoles. La crise du porc et celle de l'agneau, provoquaient des manifestations violentes qui requerraient l'intervention du préfet pour susciter les solutions, intervenir auprès du gouvernement et encourager les producteurs. Les réunions syndicales devant plus de 1000 agriculteurs constituaient un exercice délicat de face à face.

Les responsables professionnels, exceptionnels par le courage, la lucidité et l'humanisme, ont entrepris la modernisation de l'agriculture par la productivité et la valeur ajoutée. Au lieu de baisser les bras ou de hurler les revendications, ils ont entrepris de multiplier les installations des jeunes agriculteurs et de tirer le meilleur parti des dotations gouvernementales au titre de la politique de montagne pour dépasser le saupoudrage individuel en vue d'en tirer un profit collectif. Il n'était pas facile, pour eux, de tenir un tel langage, compte tenu de l'évolution prévisible d'une conjoncture agricole peu favorable, tout en apportant par ailleurs un appui compréhensif au représentant du gouvernement, aussi bien sur le dossier du Larzac que sur celui de Decazeville.

Par ailleurs dans le sud Aveyron les anciennes industries de la mégisserie et de la ganterie vivaient leurs dernières années face au marché mondial.

Cette période vécue en Rouergue m'a fait ressentir avec douleur le glissement pathologique de toute une économie traditionnelle. De même j'ai pu constater les limites de notre politique d'aménagement du territoire. Il m'apparaît maintenant que la crise de l'économie française et de notre climat moral a bien débuté dans ces années 75-80 en raison des crises mondiales, de l'insuffisance de nos atouts nationaux et de la difficulté des gouvernements à engager de grandes politiques stratégiques fondées sur une vision réaliste de notre avenir à long terme..

C'est pourquoi une tâche autre que celle d'écoper les fuites dans ce bateau a fortement sollicité mon temps, ma peine et ma confiance dans cette région.

La modernisation et l'ouverture du département aux nouvelles conditions de la société ont constitué une réplique à la chute et un ressort pour rebondir avec le dynamisme caractéristique des aveyronnais.

Auprès de l'État, les collectivités locales, en particulier les villes et le conseil général, ont fait preuve de grandes initiatives et d'effort financier.

Le désenclavement était une priorité et un préalable pour la nouvelle économie.

L'infrastructure autoroutière était inscrite dans le plan Massif central, voulu par le président Giscard d'Estaing. J'avais pour consigne de réaliser d'abord l'itinéraire sur le plateau du Larzac, de Millau jusqu'au Cailar vers Montpellier. Si nous avons pu surmonter les oppositions concernant le contournement de la Cavalerie et de l'Hospitalet, nous avons pris conscience de la lourdeur de nos procédures administratives et techniques de concertation et l'importance des délais incompressibles. Il est regrettable et non surprenant que, 30 ans après, cette autoroute n'a pas encore atteint son terme à Montpellier. Quant au viaduc de Millau, exploit technique inauguré en 2005, il faisait déjà l'objet des études de solutions possibles en 1977. Cette réflexion inspire le réalisme et la patience. De même la liaison aérienne Rodez-Paris a dû traverser des épreuves techniques et financières du temps de la compagnie

départementale UAR, puis de la compagnie TAT. Quant à la relation ferroviaire Capdenac-Paris, elle a occupé l'ordre du jour de nombreuses réunions pour tenter de gagner quelques minutes de trajet.

Les équipements collectifs ont suscité la mobilisation des élus aveyronnais aussi bien pour les établissements universitaires à Rodez en satellites de Toulouse, que pour les hôpitaux. Celui de Rodez est enfin aujourd'hui modernisé mais celui de Millau est encore enlisé dans les querelles intestines du Millau napolitain. De même le marché d'intérêt national de Laissac a consacré la qualité de la production de viande et la place de l'Aveyron sur un plan national et international.

Ce fut aussi la période de l'aménagement du territoire dans de nombreux domaines, en particulier le plan du Grand Sud-ouest et le plan Massif central, décidés par le président de la république.

Le développement des villes a été particulièrement manifesté par la remarquable expansion de Rodez, pour le logement, pour l'accueil industriel, pour les infrastructures urbaines. Le sud Aveyron a fait l'objet d'un plan spécifique de développement. En milieu rural, la vallée du Lot a connu une animation efficace sous l'impulsion de son association. Le tourisme rural a permis de proclamer l'Aveyron comme étant « le pays vert du midi ».

On a retrouvé ainsi cette aptitude des aveyronnais à ne pas céder aux obstacles et à réussir un nouvel avenir. Mais aujourd'hui d'autres exigences s'imposent sur d'autres terrains.

L'AVENIR

L'avenir n'est écrit nulle part, surtout quand la crise économique et morale occupe le fond du tableau. L'Aveyron dans les années 70-80 n'échappait pas à la perte des valeurs, malgré l'entraînement d'une histoire tonique.

Déjà au regard de la ressource humaine, l'annonce de la nouvelle génération se précisait déjà. La relève des responsables concernait tous les milieux. Le syndicalisme agricole, formé à l'école humaniste de la jeunesse agricole chrétienne, côtoyait les organisations plus politisées et les agitateurs du style Bové. De même on pouvait se demander si la nouvelle génération politique avait la même mentalité que les prédécesseurs dont la personnalité et l'indépendance étaient la seule base de leur autorité morale.

L'affaiblissement des références spirituelles de ce pays chrétien, la loi d'airain des marchés, la course à la productivité, la mobilité démographique, ont commencé à affaiblir la robustesse des racines de l'arbre rouergat.

De plus, l'air du temps imposait de nouveaux mots d'ordre : toujours plus de béton pour l'habitat et les routes, l'ouverture au modernisme, encore plus d'argent comme référence principale de réussite. Autant de préoccupations contraires à la culture du Rouergue.

André Malraux nous a appris que « tout héritage est métamorphose ». Si nous voulons des ailes pour découvrir l'avenir, nous aurons toujours besoin de préserver les racines de notre communauté humaine.

Au moment où une relève politique s'engage, il faut souhaiter que les héritiers de ce patrimoine moral n'oublient pas qu'ils ont le devoir de surpasser les ambitions partisans ou personnelles pour se consacrer au bien de tous.

C'est pourquoi pour enrayer le dépérissement moral, il fallait retrouver les vrais enjeux dans le renouveau et la redécouverte des valeurs profondes de l'âme

aveyronnaise. En effet les hommes et les femmes de ce département ne devaient pas se livrer aux conformismes médiocres des idées reçues ni céder aux démons familiers de notre nation : la fascination du pouvoir opposé à l'esprit de service, l'appétit de l'argent opposé. au dévouement de l'intérêt général, la griserie de l'image narcissique.

Il m'était apparu que l'âme du Rouergue exigeait une forte réaction à rechercher dans la culture, seule capable de nous aider à nous situer, plus haut et plus loin, dans un monde mouvant et à nous mobiliser pour accomplir ensemble de nouvelles oeuvres.

La réponse à la crise de l'âme aveyronnaise était donc dans la voie du réarmement culturel et spirituel. Je m'y suis consacré avec passion, dans la confiance des élus, conseil général et maires, et avec les moyens que m'accordait la mission de l'exécutif du département.

D'une part la charte culturelle de l'Aveyron, négociée entre l'État et le département, fut une première opération de ce type en France, signée avec le ministre de la culture Philippe Lecat. Le point central, c'était le musée du Rouergue, réparti sur plusieurs sites d'animation territoriale. Ainsi à Salles-la-Source le musée de la force et de l'eau dans une ancienne filature. À Espalion le musée de la famille dans les cellules de l'ancienne prison. À Roquefort le musée du fromage. À Aubin le musée de la mine. À Salmiech le musée des transports etc.

D'autre part et surtout l'abbaye de Sylvanès, témoin millénaire de l'ordre cistercien, perdue de vue au fond du Sud Aveyron, devait revenir à la vie. J'avais tenu une réunion de la commission départementale dans le magnifique réfectoire des moines, transformé en bergerie, encombré de ronces et pollué par les déjections des troupeaux de brebis qui l'habitaient.

Le père dominicain André Gouzes, un enfant du pays, artiste renommé internationalement pour la création de la musique sacrée, a été le promoteur et l'animateur de ce projet. Je lui ai accordé avec empressement ma complicité ainsi que l'appui du maire et conseiller général. Nous avons pu ensemble convaincre le conseil général qu'il ne s'agissait pas d'une fantaisie capricieuse mais qu'il importait de retrouver la trace de l'essentiel de notre patrimoine monumental et spirituel.

En réalité ces pierres millénaires étaient vivantes. Elles sommeillaient en attendant le réveil bien tardif de notre génération. Il s'agissait de les restaurer pour que l'esprit qui n'avait jamais déserté l'abbaye rayonne à nouveau. Depuis, il y a 25 ans, après de longs combats financiers, l'abbaye accueille aujourd'hui 100.000 visiteurs par an, pour des cérémonies religieuses, des concerts, des séminaires et colloques culturels d'intérêt international.

Cette oeuvre m'était apparue certainement essentielle, comme une compensation aux épreuves du Larzac et de Decazeville et comme un contrepoison de notre modernité. Il fallait proposer un point de repère aux pèlerins de notre société contemporaine et une pierre d'angle pour construire notre nouvel avenir.

Ce souci de préservation des bases sociologiques, culturelles, morales et spirituelles m'a toujours inspiré pour animer la réconciliation et l'animation de nos sociétés. Je me suis efforcé de favoriser la relation entre l'avenir à construire et l'âme du peuple. Aussi bien en Corse pour sauver les valeurs de l'île menacée par la violence du combat nationaliste pour le pouvoir, également en région Centre pour concilier les élus et les écologistes entre la protection des villes contre les crues et le culte de la Loire vivante, enfin à Lyon pour apaiser les tensions au sein des quartiers sensibles ou pour gérer la conversion des industries d'armement dans la Loire.

Pour terminer ce tour d'Aveyron, en forme d'examen de conscience, j'ai plaisir à rappeler ce dicton sympathique ; « Roundés que roundaras, à Roudés tournaras ». Certes on revient toujours à Rodez avec joie. Je cultive le souvenir de ce séjour aveyronnais qui m'a appris l'amour du terroir et de la France charnelle, par opposition à Paris et à sa Cour.

J'ai voulu souligner le témoignage de l'Aveyron, certes en m'appuyant sur des faits, mais, je le reconnais, en laissant surtout parler mon coeur et en pensant à la France d'aujourd'hui et de toujours.

Une réflexion de Péguy pourrait s'appliquer à l'Aveyron :

*« Deux mille ans de labeur ont fait de cette terre
Un réservoir sans fin pour des âges nouveaux. »*

Face à la grave crise morale qui secoue notre nation, ce réservoir de valeurs nous inspire une leçon civique d'actualité, en 3 mots-clés :

- l'âme du peuple : lorsqu'on prétend s'adapter à la mode évolutive, il ne faut jamais perdre son âme.

- la moralité : les comportements et les mentalités c'est-à-dire le respect de soi et des autres. Cette loi non écrite est supérieure aux institutions et aux procédures.

- la vertu : la République c'est la réconciliation des Français, par le rassemblement du plus grand nombre sur des objectifs supérieurs et autour de valeurs partagées. Montesquieu a bien résumé cette exigence par la vertu, c'est-à-dire le service du bien commun.

Si je devais retenir une seule action dans mon séjour rouergat, je privilégierais la renaissance de l'abbaye de Sylvanès.

Toute communauté humaine ne peut progresser qu'en prenant appui sur un idéal qui dépasse l'ego individuel et la société matérialiste. C'est par le souffle de l'Esprit que la paix des coeurs conduit à la paix de la Cité. Selon Malraux, « c'est la part la plus haute de l'homme, sa part divine, cette part éternelle que chaque homme porte en lui ».

Paul Bernard, le 4 juin 2007